

SERVICE BUDGÉTAIRE ET COMMUNAUTAIRE DE CHICOUTIMI



Rapport d'activités
2014-2015

TABLE DES MATIÈRES

1. VIE ASSOCIATIVE	1
Mission	1
Conseil d'administration	1
Comités internes	1
Personnel : «Rassembler des personnes pour en aider d'autres à se prendre en main».	2
Membres	2
2. SERVICES	3
Accueil téléphonique	3
Activités d'éducation populaire autonome axées sur les droits et la vie démocratique	3
Consultations budgétaires individuelles et l'accompagnement	3
Profil de la clientèle	3
Demandes ponctuelles en consommation	3
Aide alimentaire et vestimentaire	4
Service d'aide financière : microcrédit	4
Chroniques budgétaires	4
Bulletin Info-consommation	4
Ateliers de formation	4
Prix du cœur de la publicité http://www.prixducoeurdelapub.com/fr/	5
Projet d'ateliers pour les aînés dédiés à l'éducation, à l'information, à la consommation et au soutien des consommateurs	5
Activités de mobilisation sociale	6
A) Manifestions	6

Rapport d'activités 2014-2015

Marche des Pères-Noël	6
Distribution de brochure d'information	6
Semaine d'actions dérangeantes	6
Mobilisation Grève sociale du 1er mai 2015	7
Semaine de la dignité des personnes assistées sociales	7
Semaine de la défense collective des droits	7
Visite de support aux employés de garage en lock-out	8
Marche en appui au travailleur de l'usine «Produits forestiers Résolu»	8
Sommet des oubliés	8
B. Pétitions et lettres d'appui	8
Activités de représentation	10
Représentations à l'intérieur du mouvement communautaire	10
La coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)	10
Hydro-Québec	10
Développement international Desjardins (DID)	11
Office de la protection du consommateur (OPC)	11
Regroupement des Services budgétaires de la région 02	11
Table de lutte contre la pauvreté et le Comité de sécurité alimentaire	12
MEPAC	13
Solidarité Populaire 02 (SP 02)	13
Activités d'action politique non partisane	14
Rencontre des élus	14
ÉCO-FRIPES ROUSSEL	15
SERVICE DE PRÉPARATION DE DÉCLARATION DE REVENUS	16

1. VIE ASSOCIATIVE

Mission

Dans le contexte d'une société aux prises avec des problèmes de consommation et d'endettement, le Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi a comme mission d'aider les personnes à acquérir davantage de pouvoir sur leur vie.

Les services offerts sont :

- ↳ la consultation budgétaire;
- ↳ la récupération et la vente de vêtements et d'articles usagés, grâce à Éco-fripes Roussel;
- ↳ l'aide et la référence en matière de consommation (défense des droits des consommateurs);
- ↳ la préparation de déclarations de revenus.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration est actuellement composé des huit personnes suivantes :

M ^{me} Marie Dufour, administratrice	M ^{me} France Plourde, trésorière
M ^{me} Ginette Dutil, présidente	M ^{me} Marlène Proulx, vice-présidente
M. Marc Laflamme, administrateur	M ^{me} Constance Sirois, administratrice
M ^{me} Lily Martel, secrétaire	M ^{me} Marion Toucas, administratrice
M. Martial Ouellet, administrateur	

Au cours de l'année, le conseil d'administration a tenu onze rencontres régulières, une réunion spéciale et une assemblée générale.



Comités internes

L'intégration active des comités à la vie interne de l'organisme permet la réalisation plus efficace de notre mission.

- ↳ Comité de financement/développement : Deux membres du CA, Ginette et Martial, ainsi que la direction se sont réunis une fois.
 - Sous-comité financement : Une rencontre de trois membres du CA, France, Marielle, Marlène, ainsi que la direction.

- ↪ Comité fripes : Deux membres du CA, France et Lily, la responsable d'Éco-fripes Roussel et la directrice ont tenu cinq rencontres. Le mandat était de réfléchir à des idées pour redynamiser la friperie et réévaluer la politique de magasinage interne.
- ↪ Comité structure : Deux membres du CA, Marielle et Marc, ainsi que la directrice.
- ↪ Comité de communication : Trois membres du CA, Marielle, France et Lily, ainsi que la directrice.
- ↪ Comité de crédit (accord de prêts du Fonds d'Entraide Desjardins - FED) : La consultante budgétaire, une bénévole des Caisses Desjardins, une bénévole organisatrice communautaire du CSSS de Chicoutimi et un responsable du Fonds d'entraide communautaire (FEC).
- ↪ Comité entretien : Un membre du CA, Martial, la directrice et le responsable de l'entretien ont tenu trois rencontres. Le mandat était de lister et de prioriser les différents éléments à réparer en plus de préparer et de soumettre une demande de financement au fonds FAIC pour redynamiser les infrastructures du Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi.

Personnel : «Rassembler des personnes pour en aider d'autres à se prendre en main».

Cette aide si précieuse que nous offrent les bénévoles permet non seulement de faire connaître les activités du Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi, mais représente également un apport humain et financier important pour notre organisme.

Cette année, notre personnel comptait **112 personnes** impliquées à différents niveaux¹ :

- ↪ Personnel salarié : six permanents, six contractuels et un surnuméraire;
- ↪ Personnel bénévole : huit personnes au conseil d'administration, dix au Service de préparation de déclarations de revenus, trente-neuf à Éco-fripes Roussel, trois au comité de crédit et cinq pour des travaux d'entretien et de secrétariat, en plus de treize occasionnels et de projets et enfin, 21 bénévoles stagiaires étudiants. Afin de remercier concrètement les bénévoles de la friperie, les caisses Desjardins les ont reçus lors d'un 5 à 7, le 9 mars 2015.

Membres

Pour l'exercice 2014-2015, le Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi compte **130 membres actifs** (honoraires et réguliers), ainsi que 191 membres ordinaires inscrits au registre.

¹ Voir Document complémentaire, page 1

2. SERVICES

ACCUEIL TÉLÉPHONIQUE

En 2014-2015 nous avons répondu à **2 785** appels téléphoniques² et de ce nombre, 77 % ont été logés par des femmes.

ACTIVITÉS D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME AXÉES SUR LES DROITS ET LA VIE DÉMOCRATIQUE

Consultations budgétaires individuelles et l'accompagnement

D'une année à l'autre, le portrait de la clientèle change et ce, en lien direct avec ce qui se passe dans la collectivité. Par exemple, les mesures d'austérité comme la hausse des tarifs publics «coûtent» cher à la population, donc plus de gens éprouvent de la difficulté à joindre les deux bouts. Cette année, nous sommes intervenus à **1 442 reprises**.

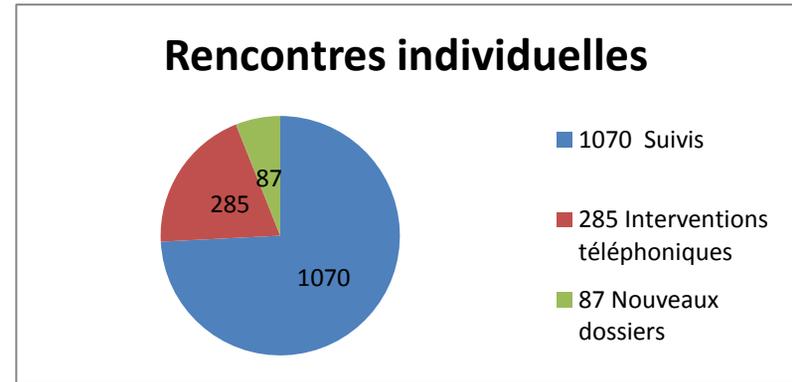
Profil de la clientèle

Parmi la clientèle rencontrée en consultation budgétaire³, 52 % sont des femmes vivant seules dont les revenus d'aide sociale ou de travail à temps plein sont de moins de 20 000 \$. Locataires pour la plupart, elles habitent surtout à Chicoutimi, et leur taux d'endettement est de moins de 10 %. Une technique de budget est donc souvent enseignée dans le but d'éviter un endettement plus lourd.

Pour mieux faire connaître les différents services de l'organisme, nous avons profité de la période de préparation de déclarations de revenus pour concevoir et distribuer à la clientèle 300 copies d'un feuillet informatif sur l'organisme.

Demandes ponctuelles en consommation

Cette année, nous avons agi dans **76** dossiers en défense des droits. Ceux-ci requéraient des démarches auprès de Revenu Québec, de Revenu Canada, du Centre local d'Emploi, des compagnies téléphoniques, d'Hydro Québec, du Programme de Sécurité de la vieillesse ainsi que celui de l'Allocation-logement et Éconologis et les agences de recouvrement et concernaient des sujets aussi variés que le logement, le dossier de crédit, les assurances, le crédit d'impôt pour solidarité, etc.



² Voir tableau 4 du Document complémentaire

³ Voir Annexe 1 du Document complémentaire

Aide alimentaire⁴ et vestimentaire

Les demandes d'aide alimentaire et vestimentaire ne cessent de croître. Par le biais d'Éco-fripes Roussel, **17 personnes** ont reçu des vêtements ou autres objets dont ils avaient besoin et la distribution de bons d'achat et le don de nourriture nous ont permis d'aider **83 personnes**.

Service d'aide financière : microcrédit

Ce service offre une aide directe aux personnes inadmissibles aux prêts conventionnels. Par le biais d'un prêt de Développement international Desjardins (DID), celles-ci reprennent ainsi du pouvoir sur leur situation financière et par le fait même, améliorent leur qualité de vie. Cette année, nous avons traité **60 demandes** d'aide financière. De ce nombre **28 prêts⁵** sans intérêts ont été accordés, pour un **total de 22 714,06 \$**.

Chroniques budgétaires

Le partenariat avec le journal Le Courrier du Saguenay s'est poursuivi jusqu'à la fin 2014, ce qui a permis la parution de quatre chroniques. Ce projet permet de rejoindre un plus vaste bassin de population. Les sujets qui ont été traités sont :

- Mon dossier de crédit, mon affaire;
- Du soutien et des solutions pour vos casse-têtes budgétaires;
- Budget du temps des fêtes. (Nous avons aussi préparé la chronique sur le Budget conjoint, mais celle-ci n'a pas été publiée).

Bulletin Info-consommation

L'intervenante en consommation a rédigé deux Info-consommation; un en janvier et un en avril. Ce document, de format 8 1/2 x 14 recto-verso, vise à informer la population sur nos services et les mobilisations sociales. De plus, quelques articles d'intérêt y sont joints. Le bulletin est largement distribué parmi nos utilisateurs et envoyé à notre réseau de contacts.

Ateliers de formation

Ces ateliers⁶ sont offerts à la clientèle d'organismes communautaires et institutions du milieu. Cette année, nous avons donné 29 ateliers, ce qui nous a permis de rejoindre 178 personnes. Ceci représente 45,5 heures de formation.

⁴ Voir Tableau 5 du Document complémentaire

⁵ Voir Figure 2 du Document complémentaire

⁶ Voir Tableau 6 du Document complémentaire

Prix du cœur de la publicité <http://www.prixducoeurdelapub.com/fr/>

Pour une 12^e année, le Service budgétaire a participé à l'activité «Prix du cœur de la publicité» qui permet :

- d'introduire davantage d'éthique dans la publicité en attirant l'attention des médias, des gens d'affaires et des publicistes sur les conséquences des stratégies publicitaires ou de commercialisation sur la vie des personnes vulnérables de la société;
- de développer auprès des consommateurs une meilleure éducation pour une consommation responsable;
- de permettre aux consommateurs de développer et d'exercer leur esprit critique face au phénomène qu'est la publicité;
- d'aider les consommateurs à identifier l'influence certaine de la publicité dans leur prise de décisions.



Au niveau national, le concours a reçu 15 264 inscriptions. Pour notre secteur par exemple, **26 membres** de quatre maisons de jeunes y ont participé, ainsi que **54 étudiants** de deux classes de l'école Charles-Gravel.

Projet d'ateliers pour les aînés dédiés à l'éducation, à l'information, à la consommation et au soutien des consommateurs

Le SBCC étant une référence en ce qui concerne la consommation, nous souhaitons sensibiliser le plus grand nombre de personnes au sujet de leurs droits en matière de consommation. Puisque notre expérience démontre que les aînés méconnaissent leurs droits et constituent une clientèle souvent vulnérable, nous désirons agir en prévention en les informant par le biais d'ateliers de formation à l'intérieur desquels ils trouveront une information juste et neutre, de façon à éviter les soucis et à vivre une retraite paisible. C'est devant ce constat que le SBCC a décidé d'aller de l'avant en déposant une demande à l'Office de la protection du consommateur dans le cadre du Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat. La réponse positive de l'OPC nous permettra donc d'offrir ces ateliers dès l'automne 2015. Ceux-ci contribueront au rayonnement de notre organisme.

ACTIVITÉS DE MOBILISATION SOCIALE

A) MANIFESTIONS

Marche des Pères-Noël

Nous avons joint la Marche des Pères-Noël dans le but de démontrer le mécontentement causé par le contexte économique régional et particulièrement celui des organismes en défense collective des droits. Pour illustrer le manque de financement, les deux intervenantes déguisées en Pères-Noël et accompagnées de leurs acolytes provenant d'autres organismes, ont sillonné pendant une heure un boulevard achalandé de la ville, en ouvrant des boîtes cadeaux vides devant les conducteurs. Sur deux pancartes, nous pouvions lire : *«Pas de cadeaux cette année, Couillard les a coupés! Devant les affronts des coupures...des droits, ça se défend collectivement!»*



Distribution de brochure d'information

Sur l'heure du midi, le 25 février, les membres de quelques organismes dont le nôtre, se sont réunis dans un centre commercial pour distribuer des centaines de brochures d'information. Ce document sensibilisait les gens sur les impacts de l'austérité sur la population. Enfin, nous avons informé des dizaines de passants au sujet des organismes en défense des droits et sur notre positionnement en regard des politiques du gouvernement en place.

Semaine d'actions dérangeantes



Au cours de la semaine du 22 au 27 février 2015, nous avons sollicité tous les individus œuvrant pour la poursuite de la mission de l'organisme à porter une main rouge. Ce symbole représente la volonté collective de retrait des mesures d'austérité et une meilleure gestion des finances de l'état; une initiative de la Coalition Main rouge. Nous avons créé et placé des drapeaux avec le même logo devant les portes de l'organisme où ils trônaient fièrement. Nous avons affiché des dessins et des slogans démontrant notre mécontentement devant l'entrée de la bâtisse. Finalement, nous avons aussi participé à des commandos qui consistaient à placer des mains rouges dans des endroits achalandés de la ville et avons distribué des tracts d'information sur l'austérité et ses impacts dans un centre commercial.



Mobilisation Grève sociale du 1er mai 2015

Dans le cadre de la Journée internationale des travailleurs, les syndicats, les groupes communautaires, les associations étudiantes et les groupes en santé et services sociaux ont déclenché une grève sociale pour revendiquer le retrait des mesures d'austérité, la mise en place de mesures fiscales, le maintien de l'intégralité et l'amélioration du filet social ainsi que le plein financement, la reconnaissance et l'autonomie des groupes d'action communautaire autonome, en particulier pour les groupes en défense collective des droits.



Dans un premier temps, nous avons confectionné une fresque collective sous le thème : «L'austérité me fait mal». Nous avons aussi tenu un kiosque devant la friperie le matin du 1^{er} mai afin de sensibiliser les gens à notre action. Environ une soixantaine de personnes ont été mobilisées et ont participé à la fresque. Les gens étaient invités à déposer un morceau de tissu sur un thème qui les touchait, soit au niveau de la santé, des garderies, de l'éducation, de l'emploi, des hausses d'Hydro-Québec. Par la suite, les deux intervenantes ont rejoint la mobilisation régionale «Touchez pas à notre filet social», qui regroupait environ 200 personnes à Alma.



Semaine de la dignité des personnes assistées sociales

Le 6 mai 2015, trois de nos employées ont assisté à la Fête de la dignité destinée à souligner la dignité des personnes assistées sociales. Notre intervenante en consommation a participé au sous-comité Programmes sociaux du regroupement Solidarité populaire qui a organisé le rassemblement en plus d'offrir un transport par autobus pour la manifestation «En route vers le revenu social universel garanti» qui a eu lieu à Québec.



Semaine de la défense collective des droits

L'intervenante en consommation a participé activement à l'organisation d'une activité pour souligner la Semaine de reconnaissance des organismes en défense collective des droits dans le secteur de Chicoutimi. Cette semaine d'information régionale devait avoir lieu du 15 au 21 juin 2015. Étant donné la tenue du Sommet économique régional et la mauvaise température, le comité a décidé de reporter la mobilisation à l'automne 2015.

Visite de support aux employés de garage en lock-out

Suite à une rencontre de Solidarité populaire, les participants sont allés serrer la main et supporter les employés de garage du secteur Alma. Cette visite de solidarité se voulait un appui aux travailleurs dont l'arrêt de travail se poursuit depuis deux ans.

Marche en appui au travailleur de l'usine «Produits forestiers Résolu»

Le 18 juin 2015, devant la menace de fermeture de la machine à papier numéro 9 de l'usine Produits forestiers Résolu d'Alma pour le non-respect de normes sur lesquelles ils n'ont pas de pouvoir, nous avons participé et invité nos membres à marcher pour la sauvegarde de cette usine. Plus de 100 personnes ont sillonné les rues d'Alma afin de préserver les emplois des travailleurs de cette usine.

Sommet des oubliés

Le 18 juin 2015 avait lieu le Sommet économique régional à Alma. Cependant, seuls les grands acteurs économiques reconnus par le ministère y ont été conviés. Nous sommes d'avis que des acteurs importants avec des idées novatrices auraient également eu tout intérêt à être présents lors de cette activité d'échange avec le gouvernement. Le Conseil central des syndicats nationaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Coalition Main Rouge ont réagi en organisant un sommet économique parallèle. L'activité a débuté par un panel d'invités qui ont mis la table sur des enjeux tels que l'environnement, les services publics, la forêt, le milieu communautaire, l'économie sociale et solidaire et les organismes de concertation régionaux. Par la suite, les gens étaient invités à réfléchir sur leur vision d'un développement différent de la région.

B. PÉTITIONS ET LETTRES D'APPUI

- Septembre 2014 : Signature de la pétition pour la survie des Conservatoires de musique et d'art dramatique.
- Octobre 2014 : Affichage à la friperie et envoi sur Internet de l'invitation à la manifestation nationale contre le massacre à la libérale.
- Octobre 2014 : Envoi d'une lettre à la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise affirmant notre appui aux mesures proposées dans le document des solutions fiscales de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.
- Octobre 2014 : Envoi d'une lettre au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, François Blais, afin de dénoncer les coupures à l'aide sociale.
- Novembre 2014 : Lettre d'appui à la CACQ pour que l'Office de la protection du consommateur fasse connaître à la population la Politique d'exactitude des prix.
- Novembre 2014 : Signature de la pétition sur la politique familiale.

- Novembre 2014 : Appui à la campagne du Collectif pour un Québec sans pauvreté demandant la transformation des politiques publiques et l'adoption de nouvelles afin d'éliminer la pauvreté, de réduire de façon continue les inégalités socioéconomiques et de contrer les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté.
- Décembre 2014 : Envoi d'une lettre au directeur général du CSSS de Chicoutimi pour le maintien des services d'organisation communautaire. En janvier 2015, nous avons reçu une lettre du directeur afin de nous rassurer sur le maintien de ces postes.
- Décembre 2014 : Envoi d'une lettre à Banque alimentaire Canada pour soutenir Moisson Saguenay-Lac-Saint-Jean concernant la redistribution des dons monétaires lors de la collecte de l'hiver 2014.
- Janvier 2015 : L'équipe a "aimé" la page «Facebook» de Moisson Saguenay-Lac-Saint-Jean dans le but d'accroître sa visibilité, c'est-à-dire » le nombre de dons qu'il reçoit.
- Février 2015 : Envoi d'une lettre à monsieur Stéphane Bédard, chef intérimaire du Parti québécois et à Monsieur Philippe Couillard, premier ministre, pour une offre de consultation budgétaire et des recommandations de notre association en vue de l'adoption du budget provincial 2015-2016.
- Février 2015 : Invitation sur notre page Facebook à signer la pétition pour empêcher la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme».
- Février 2015 : Envoi d'une lettre «La pauvreté, ça tue!» au ministre François Blais, en soutien au Comité Tanné(e)s d'être pauvre qui dénonce les coupures à l'aide sociale et les autres mesures instaurées qui ont une incidence négative sur les personnes en situation de pauvreté. Son attaché politique nous a informés que M. Blais avait pris connaissance de nos demandes.
- Mars 2015 : Signature de la pétition pour éviter l'assimilation de tous les OSBL à des lobbyistes.
- Mars 2015 : Envoi d'un courriel au ministre de la Solidarité sociale pour empêcher les coupes à l'aide sociale et en demander la hausse.
- Avril 2015 : Envoi d'une pétition de 18 signatures au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale : «La pauvreté, ça tue! ».
- Avril 2015 : Envoi d'une lettre à monsieur Sam Hamad pour le retour des protocoles de trois ans pour les organismes en défense collective des droits.
- Mai 2015; Mot d'appui pour le Club Rotary lors de leur levée de fonds annuelle.
- Juin 2015 : Appui public d'une déclaration lors de la Campagne «Pour une société juste» du Collectif pour un Québec sans pauvreté, soulignant la nécessité «d'inventer des façons de vivre ensemble où la liberté et l'égalité en dignité et en droits se réalisent pour chaque personne».

ACTIVITÉS DE REPRÉSENTATION

Représentations à l'intérieur du mouvement communautaire

Dans le but d'influencer et de sensibiliser les autres acteurs aux besoins et aux failles dans le secteur de la consommation, le SBCC participe à différentes activités et rencontres de concertation. Cette présence nous permet d'exposer nos analyses et perspectives de changement afin que les besoins des consommateurs soient pris en compte lors d'organisation d'événements d'éducation populaire. Nous avons assisté à 52 réunions, pour un total de 210,5 heures.

La coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)

La Coalition des associations de consommateurs du Québec est un regroupement d'associations de consommateurs dont la mission est la promotion et la défense des intérêts des consommateurs au niveau national. La CACQ constitue le plus grand regroupement au Québec avec ses 21 membres qui couvrent environ 75 % du territoire québécois. Parmi les réalisations de 2014-2015 notons le suivi de l'implantation de la planification stratégique, l'embauche d'un nouveau coordonnateur, le dépôt de demandes de financement à l'OPC, à l'Autorité des marchés financiers (AMF) et au Fonds FTQ ainsi que la rencontre avec l'OPC et le SACAIS au sujet du financement des associations de consommateurs et leurs regroupements. Lors de sa visite à nos bureaux, le coordonnateur de la CACQ a commenté le budget et le climat politique actuel. Les intervenantes et la direction ont rempli un formulaire décrivant leurs champs de compétences et d'expertise dans le but de contribuer au partage des connaissances au sein du réseau. Destiné aux membres, le bottin des ressources disponibles verra le jour au courant de la prochaine année.



Cette année, la consultante budgétaire a participé à l'assemblée générale annuelle tenue en mai 2015. Au cours de la prochaine année, le SBCC siègera sur deux comités, soit le comité Législation en matière de finances personnelles et le comité Pratiques dans le monde des finances personnelles.

Hydro-Québec

Nos représentations auprès d'Hydro-Québec se poursuivent afin de développer des alternatives pour les consommateurs à très faibles revenus. Les associations de consommateurs du Québec, par le biais de la (CACQ), travaillent de concert avec Hydro-Québec pour développer de nouvelles pratiques de recouvrement et négocier des ententes qui respectent les personnes tout en assurant à tous un accès à l'énergie au plus bas coût possible. Ce lien privilégié que nous entretenons avec Hydro-Québec est avantageux pour les consommateurs, surtout pour ceux à faibles revenus. Les membres de la CACQ siègent sur deux groupes de travail avec Hydro-Québec : la Table de travail Hydro-Québec et le Groupe de travail Ménages faible revenu (MFR). En mars 2015, une rencontre

d'informations et d'échanges offerte par Hydro-Québec a permis aux Services budgétaires de la région d'assurer la mise à jour et le suivi de l'activité recouvrement.

Développement international Desjardins (DID)

Le 1^{er} juin 2015, trois représentants des Caisses Desjardins de la Rive-Nord-du-Saguenay ont rencontré deux personnes de Développement international Desjardins afin de discuter du renouvellement de l'Entente, les nouveautés et le processus de fonctionnement. Un comité de suivi sera mis sur pied dès l'automne 2015 et aura comme principales responsabilités d'élaborer les orientations régionales reliées au Fonds d'entraide Desjardins (FED), de s'assurer de la mise en œuvre de ces orientations et de recevoir les rapports trimestriels de gestion. Enfin, les représentants des Caisses semblent ouverts à ce que notre intervenante aille les rencontrer pour leur présenter le SBCC.

Office de la protection du consommateur (OPC)

En mai, nous avons initié une rencontre très positive et constructive avec madame Cynthia Desbiens, représentante de l'OPC, dans le but d'établir un partenariat pour partager tant des outils d'intervention que des dossiers communs et même de considérer la possibilité de formation.

Regroupement des Services budgétaires de la région 02

Ce regroupement compte six Services budgétaires de la région dont les principaux objectifs sont :

- d'harmoniser les services de consultation budgétaire sur le territoire;
- de mobiliser les services budgétaires autour d'actions collectives de défense des droits des consommateurs;
- d'exposer nos prises de positions;
- de faire connaître notre point de vue dans les médias au sujet de tout ce qui touche aux droits des consommateurs.

Lors de quatre rencontres des SB 02, les participants ont discuté du changement au Fonds d'entraide Desjardins par Développement international Desjardins, d'Hydro Québec, de la Grève sociale, du financement des organismes en défense des droits, de cas en consultation budgétaire, etc.

Le 18 mars 2015, pour réagir au budget provincial, une représentante de SB02 et le coordonnateur de la CACQ ont assisté au Cercle de Presse du Saguenay. Cette rencontre médiatique a permis de démontrer les répercussions directes des mesures annoncées sur la population.

Table de lutte contre la pauvreté et le Comité de sécurité alimentaire

La Table réunit une vingtaine d'intervenants provenant du milieu public, parapublic, économique, privé et communautaire du territoire de Chicoutimi. Elle vise à :

- Être un lieu de partage d'information, de pratiques et de réflexion sur la lutte contre la pauvreté dans notre milieu.
- Assurer la formation de ses membres sur les enjeux touchant la pauvreté.
- Travailler à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté.
- Contribuer à changer le regard porté aux personnes en situation de pauvreté en luttant contre les préjugés.
- Prendre position sur toute question touchant les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté.

Pour y parvenir, la Table fonctionne avec six comités :

- Comité de coordination dont le SBCC fait partie (8 rencontres);
- Comité sécurité alimentaire auquel nous participons (10 rencontres);
- Comité conscientisation/sensibilisation;
- Comité veille/communication;
- Comité mobilisation;
- Petit cabotin économe.

Le comité de coordination de la Table de lutte a pour mandat de planifier et de préparer les réunions de la Table, d'effectuer des recherches pour alimenter les discussions lors des causeries, de réviser la politique des conditions de travail lors de recrutement de personnel, etc.

Au cours de la dernière année, les membres de la Table de lutte ont assisté à huit rencontres, en alternant les rencontres régulières et les rencontres-causeries. Moments de partage et d'échange, les rencontres régulières permettent aux membres de discuter de l'actualité, de la réalité terrain et des impacts sur les citoyens et les organismes. Les principaux dossiers abordés sont : la situation des employés de garage en lockout, la baisse dans le financement des groupes, l'appui à Moisson Saguenay et la demande du député provincial de siéger sur la Table.

Lors des causeries, les discussions ont plutôt porté sur les quatre thèmes suivants :

- Vigilance sur le programme libéral;
- Les tarifs dans les services publics : l'exemple d'Hydro-Québec;

- Des initiatives qui font du bien;
- Les projets mis en œuvre par les comités de la Table.

Les membres du Comité de sécurité alimentaire se sont rencontrés à dix reprises. Dans le cadre du Mois de la nutrition, une activité au Centre Ville de Chicoutimi avait pour objectif d'aborder avec les passants les effets négatifs de l'omission de la pause-repas sur les travailleurs et d'y apporter des solutions. Nous avons discuté avec une trentaine de personnes et deux entrevues télévisées ont été accordées. Une activité lors de la Journée nationale des cuisines collectives a aussi été organisée et du personnel a été embauché pour deux projets.

MEPAC

Ce mouvement regroupe une trentaine d'organismes populaires et communautaires autonomes sur tout le territoire du Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau-Chapais. L'objectif premier du mouvement est de travailler à la transformation sociale dans une perspective de justice sociale. Le moyen privilégié pour atteindre cet objectif est l'éducation populaire autonome (ÉPA). Cet engagement en faveur de la transformation sociale par les pratiques d'ÉPA se traduit par deux champs d'action : s'impliquer dans les luttes sociales et travailler à la reconnaissance, au financement et au développement de l'éducation populaire et de l'action communautaire autonome.

Plusieurs dossiers sont d'une importance capitale, entre autres, le financement de base des organismes en défense collective des droits. L'organisme **a participé à six rencontres** du mouvement. De plus, toujours dans ce même dossier, un comité, **dont le SBC fait partie**, a été formé pour établir des pistes d'action.

Nous avons également informé la clientèle de l'organisme au sujet de cette campagne présentée sous forme de carte postale que les gens pouvaient signer. ***Ceci nous a permis d'envoyer 120 cartes postales au Ministère des Finances et de l'Économie.***

24 novembre 2014 : Communiqué de presse; *Sensibilisation aux mesures d'austérité dans les rues d'Alma.*

27 avril 2015 : *Riposte générale contre l'austérité, pour la redistribution de la richesse : non au démantèlement de notre filet social.*

Solidarité Populaire 02 (SP 02)

La coalition Solidarité populaire Saguenay-Lac-Saint-Jean est un regroupement qui compte près de quarante organismes de divers horizons : des organisations syndicales, communautaires, féministes, environnementales, institutionnelles, pastorales, étudiantes, de lutte à la pauvreté et de solidarité internationale dans la région. En 2014-2015, nous avons assisté à trois rencontres régulières.

Fidèles à notre mission et à notre clientèle, nous nous impliquons dans le sous-comité Programmes sociaux du regroupement Solidarité populaire. Nous participons donc activement aux rencontres et nous invitons notre clientèle à participer aux activités de mobilisation qui en découlent.

Ses objectifs :

- Contribuer à la lutte contre les politiques de coupures dans les programmes sociaux des différents gouvernements;
- Contribuer à la lutte contre les mesures appauvrissantes qui affectent les conditions de vie des classes populaires de notre région;
- Contribuer à la promotion d'une révision de la fiscalité permettant de contrer les inégalités croissantes en assurant un meilleur partage de la richesse;
- Promouvoir la citoyenneté, la démocratie et la solidarité dans le cadre du projet de société véhiculé dans la Charte d'un Québec populaire.

Solidarité populaire a émis un communiqué de presse lors de l'écoute collective du budget Leita.

ACTIVITÉS D'ACTION POLITIQUE NON PARTISANE

Rencontre des élus

Rencontre avec Monsieur Stéphane Bédard

Le 13 avril 2015, la consultante budgétaire a rencontré le député de Chicoutimi pour discuter des difficultés des familles à faibles revenus à maintenir leur équilibre budgétaire et des hausses de coût. De plus, monsieur Bédard a reçu un document d'information dans lequel nos principales préoccupations politiques sont exposées, dont le nouveau protocole d'entente de 18 mois du SACAIS, ainsi qu'une copie du document «10 milliards de solutions» de la coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

Rencontre avec monsieur Serge Simard

Le 15 juin 2015, l'intervenante en consommation a remis à monsieur Serge Simard la fresque collective élaborée dans le cadre de la grève sociale du premier mai. Lors de cette rencontre, elle a présenté les difficultés de plusieurs ménages à payer de leur poche les hausses entérinées par le gouvernement. Monsieur Simard a également été informé de nos préoccupations politiques et de notre adhésion au document de la coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

FORMATION CONTINUE DU PERSONNEL

Les membres de l'équipe ont régulièrement accès à de la formation⁷ liée à leur champ de pratique, celle-ci étant de première importance pour bien conseiller la clientèle.

ÉCO-FRIPES ROUSSEL

Le SBCC opère une friperie portant le nom commercial «Éco-fripes Roussel». Ouverte du lundi au samedi, celle-ci gère un volume important de sacs de vêtements⁸ et aide concrètement les personnes qui désirent économiser sur le prix du vêtement et des accessoires de maison. Pour plusieurs de nos clients, ces économies sont indispensables pour réussir à boucler leur budget. Les trois principaux objectifs d'Éco-fripes Roussel sont de :

- Contribuer à une mobilisation sociale autour de la récupération, de la consommation responsable et de la saine gestion de leurs ressources financières;
- Permettre à la population de Ville de Saguenay de se procurer à bas prix des vêtements usagés et de menus articles de maison recueillis auprès de la population;
- Diminuer les dépenses des ménages et ainsi amener les personnes à une meilleure prise en charge de leurs dépenses.

Pour notre organisme, la friperie représente une source importante de revenus, mais elle est aussi un lieu idéal pour rencontrer un nombre important de personnes qu'il nous importe d'informer et de sensibiliser aux droits et à la protection des consommateurs et consommatrices. Cette année, **16 331 personnes** ont acheté de la marchandise. Afin d'atteindre nos objectifs en 2014-2015, nous avons une équipe de **trente-neuf bénévoles** pour le tri des vêtements, le classement et la vente. Ce groupe, majoritairement des femmes, est formé pour répondre aux besoins de notre clientèle, informer et sensibiliser les gens sur leurs droits et déceler certains problèmes chez la clientèle en plus de répondre adéquatement aux demandes d'aide. Dans le but d'offrir un service de qualité, elles ont accès à des formations qui les aident dans leurs tâches respectives. Afin de maintenir la motivation de nos bénévoles, plusieurs activités sociales sont organisées à leur intention.

Tout au cours de l'année, le magasin Éco-fripes Roussel reçoit des **demandes de dons de vêtements ou de menus articles** pour la maison et collabore avec la consultante budgétaire afin d'aider des personnes seules, des familles ou des organismes du milieu. De

⁷ Voir Tableau 1 du Document complémentaire

⁸ Voir Tableau 7 du Document complémentaire

plus, nous entretenons une collaboration avec le Centre de soir-enfants du Carrefour communautaire Saint-Paul (matériel scolaire) et la Maison des sans-abri (don de vêtements chauds pour l'hiver).

Nous avons aussi participé au **Noël Saint-Paul** organisé par le Carrefour communautaire pour les résidents du quartier St-Paul et des environs. Notre kiosque exposait des produits de lainage vendus à notre magasin. Il nous a permis d'éduquer les gens sur l'importance de la récupération et de la réutilisation du textile. De plus, nous avons pu informer les gens au sujet des différents services qu'offre le Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi.

SERVICE DE PRÉPARATION DE DÉCLARATION DE REVENUS

Ce service s'adresse à une clientèle à faibles revenus; le barème d'admissibilité est établi en fonction de la situation familiale. Par ce service, le SBCC s'assure que les citoyens reçoivent les crédits fiscaux auxquels ils ont droit, comme les remboursements de taxes ou les prestations fiscales pour enfants et cela, sans qu'ils aient à déboursier une somme importante. Ce service permet également aux citoyens de se responsabiliser face aux obligations du gouvernement et d'obtenir de l'information sur les différents programmes gouvernementaux, tels que l'allocation-logement, le supplément de revenu, la rente de conjoint survivant, etc.

Ce service nous permet aussi de rétablir des situations fiscales précaires en produisant plusieurs années de déclarations de revenus pour ainsi récupérer des sommes dues aux personnes. Cette année, **1 076** personnes nous ont confié leurs déclarations. Nous avons ainsi rempli **plus ou moins 2 152 déclarations de revenus** fédérales et provinciales, grâce à la participation de **10 bénévoles** qui ont assuré le succès du service. Ces derniers deviennent membres du SBCC et s'impliquent dans nos activités de défense collective des droits. De mai 2014 à janvier 2015 nous avons aussi assuré le suivi et la correction d'à peu près 70 déclarations traitées l'année précédente.

Cette année, nous recevions la clientèle du 24 février au 30 avril 2015. L'équipe de travail composée de deux employées salariées et d'une dizaine de bénévoles a offert le service du mardi au vendredi, de 8 h 30 à midi et de 13 h à 16 h. La préposée à l'accueil a reçu la clientèle du mercredi au vendredi, tandis qu'un bénévole a assuré les mardis. Quant à la responsable, sa présence au bureau était requise quatre jours par semaine, le service étant fermé les lundis.